

# Qu'en est-il aujourd'hui de la protection sociale et de la santé en Grèce? Emmanuel Kosadinos, 14 décembre 2017

 [blogs.mediapart.fr/emmanuel-kosadinos/blog/141217/quen-est-il-aujourd'hui-de-la-protection-sociale-et-de-la-sante-en-grece-0](https://blogs.mediapart.fr/emmanuel-kosadinos/blog/141217/quen-est-il-aujourd'hui-de-la-protection-sociale-et-de-la-sante-en-grece-0)

Il y a aujourd'hui beaucoup de confusion dans les opinions publiques sur la situation en Grèce. Les créanciers de la Grèce et les dirigeants de l'Union Européenne veulent faire accepter, contre toute évidence, le message que les mesures draconiennes d'austérité qu'ils ont imposé à la Grèce ont sauvé le pays d'un désastre, et même qu'elles ouvriraient la voie vers une relance économique et la résorption de la crise. C'est la fiction de « l'histoire réussie » (« success story ») rabâchée par les politiciens de la coalition Droite-PASOK, démentie par les mobilisations massives du peuple grec sur les places et les rues pendant les années de 2010 à 2013. La moralité de cette fiction est destinée aux opinions des autres pays européens, sommées d'accepter l'application de politiques de dérégulation des rapports au travail, de réduction du service public et de la protection sociale, sous prétexte de favoriser la relance et la diminution du chômage.

Aujourd'hui ce discours est relayé en Grèce par des forces politiques qui, lorsqu'elles étaient dans l'opposition dénonçaient verbalement le néolibéralisme et l'austérité, mais qui sont celles qui, aujourd'hui au gouvernement, les appliquent en pérennisant et en approfondissant le désarroi des classes populaires en Grèce. Il s'agit, bien entendu, de SYRIZA et de son allié de Droite ANEL, de Tsipras et de son gouvernement.

Les 23 et 24 octobre s'est tenue à Paris le Colloque « Une protection sociale pour tous les peuples » organisé par la Fondation Gabriel Péri.

Clé de voûte de la République sociale, la protection des travailleur-se-r-s contre ce qu'on appelle « les risques sociaux » est aussi un maillon important du filet républicain permettant un rééquilibrage du pouvoir au bénéfice des plus faibles matériellement. Parmi les intervenants de ce Colloque le Secrétaire général à la Santé Publique du gouvernement grec actuel, **Yannis Baskozos, médecin, ancien syndicaliste de la Santé et membre du parti SYRIZA**. Le but de ce Colloque étant de présenter des points de vue différents sur la question, issus de réalités de pays et de formes institutionnelles divers, la présence du représentant du gouvernement grec était censée apporter l'expérience de la défense et promotion de la protection sociale et de la Santé publique par un gouvernement dit « de gauche ».

Or l'exercice à échoué et pour cause : le gouvernement grec en question va dans le sens strictement opposé, celui du démantèlement de la protection sociale et de la Santé publique dans le pays. La démonstration du contraire serait obtenue seulement à l'aide d'une prouesse dialectique inégalée et par l'administration de doses efficaces de stupéfiants aux auditeurs. La situation s'est aggravée du fait que cette présentation avait lieu le lendemain du dépôt du projet de budget social au Parlement grec par la majorité Syriziste. Nous présenterons dans le contexte les principaux traits de ce budget antisocial afin de mettre en garde contre les contrefaçons de discours prétendument anti-

néolibéraux. Quand au représentant du gouvernement grec il a cru bon s'acquitter en s'abritant derrière l'aporie socratique « je sais seulement que je ne sais rien » et... à bon entendeur salut !

Nous aborderons aussi le deuxième volet présenté dans cette intervention, celui de la situation de la Santé publique en Grèce et des mesures (non) prises pour la rendre à sa mission de soulagement de la souffrance des citoyen-ne-s sans discriminations.

### **Contexte historique**

La protection sociale a été dans le viseur de la Troïka (UE, FMI, BCE) dès le début de l'imposition des mémorandums à la Grèce.

Au principe de solidarité sociale, exprimé par l'adage « de chacun-e selon ses moyens à chacun-e selon ses besoins » les néolibéraux opposent celui d'un système inégalitaire de prestations, attribuées en fonction des cotisations versées par les assurés individuels, « de chacun-e selon sa capacité à cotiser à chacun-e selon sa contribution financière à la caisse d'assurance ».

Dans le système néolibéral les organismes de protection sociale fonctionnent comme des fonds de placement. Ils doivent enregistrer des excédents ou au moins présenter des bilans totalement équilibrés et placer leurs bénéfices. Ils adaptent par la suite le niveau des prestations (retraites, allocations, couverture santé) aux bilans annuels des caisses, aux montants des cotisations (et autres recettes) enregistrés dans l'année. Loin du principe de solidarité, ce système propose une couverture fluctuante, aléatoire, tributaire de la situation du marché et de l'économie capitalistes. Ainsi la « redistribution » se fait parmi les assuré-e-s alors que les revenus du capital sont exonérés de l'effort de solidarité nationale.

Les « mémorandums d'entente » (MoU) imposés à la Grèce depuis 2010 se sont particulièrement acharnés sur le système de protection sociale et de Santé publique, décriés comme gros contributeurs à l'inflation de la dette publique du pays. En réalité, le but des mesures imposées était l'harmonisation avec les pratiques néolibérales décrites.

**Entre 2010 et 2015 les retraité-e-s grec-que-s ont perdu autour de 30% de leurs revenus, l'âge de départ à la retraite est passé de 60 à 67 ans, les allocations chômage ont baissé de près de 25% (avec 90% de chômeurs non indemnisés). Le restant à charge pour l'achat de médicaments a augmenté, de nombreux médicaments ont été déremboursés, près de 30% des citoyen-ne-s ont perdu leur couverture sanitaire.**

En janvier 2015 le parti SYRIZA a gagné la majorité aux élections législatives sur la base d'un programme qui annonçait le renversement de l'austérité et le rétablissement des droits des salarié-e-s et de la protection sociale. Après 6 mois de négociations avec les représentants des créanciers et de l'UE, et malgré **la condamnation des politiques d'austérité par 61,3% des élect-eur-ric-e-s grec-que-s lors du référendum de juillet 2015**, les dirigeants du gouvernement grec ont signé un 3<sup>e</sup> mémorandum d'austérité

ratifié en procédure accélérée par le Parlement pendant les vacances d'août. Ce retournement radical de politique des dirigeants de SYRIZA a produit la scission du parti et le départ ou la démobilisation de la majorité de ses militants.



La soupe à la grimace d'Alexis Tsipras

### **Nouvelles vagues d'attaques contre les droits sociaux**

Depuis août 2015 à ce jour de nouvelles mesures d'austérité sont imposées au peuple grec par le gouvernement de SYRIZA et de son allié de Droite ANEL.

**Ainsi les retraites ont été davantage abaissés et l'âge de départ relevé. Les salaires minimaux et les allocations chômage gelées. L'imposition des foyers modestes a été intensifiée et le marché du travail dérégulé. Les saisies des résidences principales des foyers surendettés ont commencé à être mises en œuvre. Les lois de réforme de la protection sociale (4336/2015 et 4387/2016) surnommées lois-guillotines, ont appliqué la baisse des prestations et la hausse des cotisations.** La clause de déficit zéro des caisses d'assurance complémentaire, tellement décriée par SYRIZA lors de la campagne électorale de janvier 2015, a été appliquée sous une forme renforcée, la clause de l'excédent. A tout cela il faut ajouter la **privatisation** des infrastructures du pays et la revente scandaleuse des banques grecques à un prix dérisoire.

### **Budget social 2018**

Monsieur Yannis Baskozos, membre du gouvernement grec affirmait le 24/10 sous la coupole de Colonel Fabien que : « aucune nouvelle mesure de réduction de l'Etat social ne sera appliquée par le gouvernement SYRIZA jusqu'à la fin de la mandature, au contraire des allocations exceptionnelles seront attribuées aux citoyen-ne-s dans le besoin ».

Mais, dans la soirée du 21/10, la majorité SYRIZA déposait au Parlement grec le projet de budget social pour l'année 2018 qui va dans une tout autre direction. Peut-être Monsieur Baskozos, trop occupé à préparer son voyage à l'étranger, ne s'est pas rendu compte. D'ailleurs il nous a bien répété « qu'il fallait l'excuser de ne pas être au courant de tout ».

Pour saisir la mesure des chiffres exposés je vous propose la règle de multiplication par 6, ratio approximatif de la population de la France par rapport à celle de la Grèce.

Dans le sillage de toutes les précédentes contre-réformes antisociales, le projet de budget social 2018 diminue davantage les retraites et augmente l'âge de départ, réduit à néant (à **35 euros mensuels**) l'Allocation de Solidarité Sociale des Retraités (EKAS), diminue les avantages sociaux et augmente les cotisations des salariés et retraités.

Le financement public alloué aux caisses d'assurance, à l'Organisme National d'Offre de Services de Santé (EOPYY) et aux hôpitaux est diminué de 616 millions pour l'année 2018. En particulier, les transferts budgétaires réguliers de l'Etat vers les caisses, EOPYY, les hôpitaux et l'Organisme pour l'Emploi (OAED) passent de 17,911 milliards d'euros à 17,273 milliards d'euros (-3,56%).

En même temps, le «budget social» affiche un excédent de 1,929 milliards d'euros, contre un excédent de 1,560 milliards d'euros pour l'année 2017, un décollage supplémentaire de 369 millions d'euros, qui correspond à des charges supplémentaires pour les classes travailleuses, notamment par l'augmentation des cotisations des salarié-e-s et retraité-e-s, des restants à charge pour les soins , etc.

Il est significatif que, même si il est annoncé par le gouvernement qu'enfin seront payées en 2018 les retraites en retard (principales, auxiliaires, allocations forfaitaires de départ), malgré cela, **les dépenses totales pour les retraites seront réduites dans la nouvelle année de 174 millions** d'euros par rapport à 2017.

Rappelons ici la précédente réduction des retraites et autres avantages de 1,076 milliards d'euros de plus de ce qui était prévu par le plan d'application du mémorandum, dans le budget 2017. Les retraites principales avaient été réduites de 446 millions d'euros, les retraites auxiliaires de 115 millions d'euros, et les autres prestations de 515 millions d'euros par rapport aux prévisions.

D'après le budget (anti)social 2018, l'Organisme grec pour l'emploi (OAED) doit afficher des excédents budgétaires. Ceci est choquant compte tenu que **seulement 10% des chômeurs sont indemnisés et que les allocations chômage stagnent depuis 2012, année où elles avaient été diminuées.**

Il s'agit d'un excédent budgétaire de 586 millions d'euros, sur un budget global de 2,993 milliards d'euros provenant essentiellement des cotisations des salarié-e-s. De ce budget seulement 986 millions d'euros (33%) seront alloués à l'indemnisation du chômage.

En même temps, le budget 2018 prévoit **des subventions aux entreprises de 450 millions d'euros** (contre 350 millions en 2017) « pour tout premier recrutement de

salarié-e, pour financer les salaires, et les autres coûts occasionnés par une embauche, pendant 12 mois ». Elles seront aussi accordées aux entreprises pour « les aider à sortir des situations bloquées », les situations où des patrons ont cessé de payer les salarié-e-s alors qu'ils les obligent toujours à travailler.

De leur côté les retraité-e-s verront leur retraites, déjà fortement diminuées, **amputées d'une somme globale de 623 millions d'euros !**

L'Organisme des Assurances des agriculteurs et éleveurs (OGA), dont la compétence a été réduite à l'octroi d'allocations spécifiques, souffrira aussi d'une baisse de financement à hauteur de 60 millions, ce qui préfigure de nouvelles coupes aux allocations sociales dont il est prestataire.

**Au total le budget grec 2018 alloue à la protection sociale et à la Santé 19,4 milliards d'euros contre 21 milliards du budget 2017, soit une baisse de 1,6 milliards d'euros.**

L'allocation extraordinaire prévue pour foyers à faibles revenus, dite dividende sociale de SYRIZA, est à hauteur environ de **700 millions d'euros, moins de la moitié des coupes dans le budget social.**



La galère des patient-e-s grec-que-s

**Nouvelles coupes dans le budget de la Santé**

Voilà les déclarations que nous avons entendues : «Le gouvernement de SYRIZA a autorisé l'accès aux soins de toutes les personnes non assurées. Nous mettons en place un nouveau système de soins primaires de santé. Nous avons recruté de nouveaux personnels médicaux et paramédicaux et nous en recruterons davantage »

La vérité si je mens !

Voici alors le tableau réaliste de la situation de la Santé publique en Grèce et de son financement.

De nouvelles coupes drastiques dans le financement de la Santé Publique sont inscrites dans le budget de l'État.

Ainsi **le financement d'EOPYY (Organisme National d'Offre de Services de Santé) par l'Etat sera réduit en 2018 de 214 millions d'euros**, alors que déjà en 2017 il avait été réduit de 200 millions (-38%) par rapport à 2016. En raison de l'augmentation des cotisations santé imposées aux retraité-e-s, il est prévu qu'EOPYY présente un excédent de 333 millions d'euros en 2018. Le financement de l'Organisme par l'État (limité à 100 millions) sera utilisé « pour couvrir les coûts de soins de santé des citoyens non assurés ». C'est-à-dire que **la couverture des personnes non assurées sera financée essentiellement par les cotisations des salarié-e-s et retraité-e-s**, sans subvention sérieuse par l'Etat. En 2017 les cotisations représentaient 82,3% du budget d'EOPYY, contre 79,2% en 2016. Cela signifie la continuation sans relâche de la politique de sous-financement de la Santé et de la protection sociale par le gouvernement, alors que ne cessent d'augmenter les contributions des salarié-e-s et retraité-e-s. Selon « Rizospastis », quotidien du Parti Communiste grec (KKE), il s'agit là d'une politique « d'excédents ensanglantés » !

Par ailleurs, **le budget des hôpitaux publics et du Réseau National Public de Soins primaires (PEDY) va diminuer de 363 millions d'euros par rapport à 2017**. Cette coupe brutale vient se rajouter à la réduction du financement des hôpitaux publics de 22,8% en 2015, une réduction qui a ensuite été maintenue. De plus, en 2017, le financement des structures du PEDY avait été diminué de 7 millions par rapport à 2016.

Au total les coupes dans le budget de la Santé sont à hauteur de **616 millions d'euros**.

La mise en application de **l'accès aux soins des personnes non assurées** est une avancée importante dans la direction d'une politique humaniste de Santé. Il faudrait cependant rappeler le retard avec lequel cette disposition a été adoptée, huit mois après l'accès de SYRIZA au gouvernement, alors que la ratification du 3e mémorandum s'est faite en quelques jours. Le retard de la mise en application du décret est le résultat des renvois successifs par le Ministère vers la commission Santé du Parlement et de la volonté politique de certains membres du premier gouvernement SYRIZA de rendre la loi plus restrictive. La bataille a été finalement gagnée grâce à l'insistance du mouvement des Dispensaires Sociaux Solidaires et des député-e-s de l'ancienne aile gauche de SYRIZA.

En application de ce décret les patient-e-s non assuré-e-s ont obtenu l'accès aux examens diagnostiques et aux traitements, la possibilité de consulter un médecin et de se faire prescrire des médicaments, mais la mesure n'a pas été financée. Comme il a été démontré, EOPYY ne dispose **pas de crédits suffisants pour faire appliquer la mesure**. Par conséquent, ni même les grandes structures telles les hôpitaux universitaires « Attiko » et « Laïko » ne disposent des médicaments nécessaires pour les chimiothérapies programmées. C'est donc toujours aux **Dispensaires Solidaires Sociaux** (supposés être des structures provisoires) tel le Dispensaire Social Métropolitain d'Elliniko (MKIE) de trouver les moyens pour faire face aux pénuries du système hospitalier officiel.

En ce qui concerne la réforme des Soins primaires de santé, force est de constater qu'elle a bien mal démarré. À peine la moitié des postes annoncés dans les Groupes locaux de santé (TOMY) a fait l'objet de candidatures. Et pour cause **la précarité des contrats proposés (maximum 4 ans)** et les faibles rémunérations, peu incitatives même pour des jeunes professionnels de Santé. Ici aussi ce sont les diktats des créanciers, auxquels SYRIZA reste toujours docile, qui empêchent la création de postes de professionnels titulaires. Cette réforme du système des Soins primaires de Santé repose d'ailleurs sur **des financements non pérennes** et cette situation est un frein essentiel à l'élaboration de projets de Santé Publique durables.

Le discours du gouvernement grec fait une utilisation sélective des chiffres.

Quelle est aujourd'hui la situation sanitaire en Grèce en termes de mortalité (notamment des nourrissons), de morbidité somatique et psychique, de suicides?

Quel est le rapport des effectifs patients/ soignants dans les hôpitaux ? Des questions simples et précises, en réponse auxquelles les apories socratiques des dirigeants sont pour le moins déplacées.

Car il existe des données indiquant que le taux de suicide continue à augmenter, tout comme **la mortalité des nourrissons qui est passée de 2015 à 2016 de 4 à 4,2 sur mille naissances**.

Selon les militant-e-s du Dispensaire Social d'Elliniko, le discours du gouvernement grec est éminemment dangereux car, en occultant la crise sociale et sanitaire qui sévit toujours dans le pays, il prive les patient-e-s et les soignant-e-s grec-que-s des soutiens internationaux dans leur lutte pour des soins accessibles à tou-te-s. Cette lutte se poursuit encore aujourd'hui sous la nouvelle gouvernance néolibérale, celle de SYRIZA-ANEL. Nous avons entendu circuler en France dans les cercles militants la rumeur « de source non identifiée » qu'il n'y aurait plus besoin d'acheminer de médicaments vers la Grèce (...)

Le discours du gouvernement grec actuel est aussi politiquement nocif, car il dédouane les dirigeants de l'Union Européenne et des instances créancières de la responsabilité pour les souffrances, les infirmités, les décès, occasionnés dans les pays de la

périphérie européenne par l'application des politiques néolibérales dont ils ont été les instigateurs.

**Et il décrédibilise au passage tout discours politique de gauche...**

**Et donc...**

Nous affirmons avec conviction qu'il est impossible de faire aujourd'hui une politique favorable à la protection sociale et la Santé publique dans le cadre de l'austérité néolibérale, notamment le cadre des traités européens. Le cas de la Grèce, et les turpitudes de la gouvernance SYRIZA-ANEL, démontrent clairement cette thèse qui est valable pour tout autre pays européen.



La résistance des soignant-e-s grec-que-s